

**ARRÊTÉ DU MAIRE
DE CHERBOURG-EN-COTENTIN****ARRÊTÉ N° AR_2023_3869_CC****TRAIL A LA BELLE ETOILE 2023****DU 25 AU 26 NOVEMBRE 2023****SUR LA COMMUNE DE
CHERBOURG-EN-COTENTIN**

6. Libertés publiques et pouvoirs de police
6.1 Police Municipale

Le Maire de la ville de Cherbourg-en-Cotentin,
VU le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et suivants et les articles L 2213-1 et suivants,
VU le Code de la route, notamment les articles R417-10 et L325-1 et suivants,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8^{ème} partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,
VU le règlement de voirie de l'ex Communauté urbaine de Cherbourg du 29 mars 1989 et notamment les articles 25, 26 et 27,
Vu l'arrêté n° AR_2022_3724_CC du 12 octobre 2022 portant sur les délégations de fonction et de signature attribuées aux adjoints au Maire, aux maires délégués et aux conseillers municipaux délégués, complété par l'arrêté n° AR_2023_0211_CC du 17 janvier 2023,
VU la demande de l'association Cherbourg Marathon,
Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des personnes pendant la durée des opérations,

**ARRÊTÉ
DU SAMEDI 25 AU DIMANCHE 26 NOVEMBRE 2023****ARTICLE 1 – AUTORISATION**

Les organisateurs sont autorisés à occuper le domaine public sur le site de l'Agora-Tôt et à organiser la 10^{ème} édition du Trail « A la belle étoile » sur le territoire de la commune de Cherbourg-en-Cotentin (voir parcours en annexe du présent arrêté).

ARTICLE 2 – Le stationnement est autorisé sur le parking de l'Agora le temps de la manifestation.

ARTICLE 3 – Les véhicules en infraction au présent arrêté pourront être enlevés et mis en fourrière (conformément à l'article R 417-10 du code de la route) aux risques et frais des contrevenants.

ARTICLE 4 – La signalisation et la sécurisation du parcours seront à la charge et sous la responsabilité des organisateurs (CHERBOURG MARATHON, 2 place de la République, 50100 Cherbourg-en-Cotentin).

Les participants sont tenus de respecter en tous points les prescriptions du Code de la Route, des arrêtés préfectoraux, départementaux ou municipaux réglementant la circulation.

Pour le bon déroulement de la manifestation, les organisateurs devront prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour prévenir tout incident pouvant survenir au cours de celle-ci et entre autre, assurer :

- La présence de signaleurs (ayant répondu aux exigences de la nouvelle législation) pour assurer la sécurité au débouché des voies et chemins sur le parcours.

- L'arrêt de la course au cas où un véhicule des services de secours soit demandé à l'intérieur du circuit.

- L'information suffisamment tôt à l'avance, par voie de presse ou par distribution d'avis relatant les mesures prises, compte tenu de la gêne qui est apportée aux usagers habituels et riverains des secteurs délimités par le circuit.

- De rappeler aux participants qu'ils ne sont en aucun cas prioritaires et qu'ils se doivent de respecter les règles du Code de la route.

Après la manifestation, les bénéficiaires doivent procéder au nettoyage de l'espace public et au ramassage de la rubalise de course.

Le présent arrêté devra être affiché sur le lieu des opérations conformément à la réglementation en vigueur, à moins de 1,80 m du sol, 48 heures à l'avance.

ARTICLE 5 – Le présent arrêté ne donnera lieu à la perception d'aucune redevance.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire ou contentieux devant le Tribunal Administratif (3, rue Arthur LE DUC - 14000 CAEN), dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 – Le Directeur Général des Services, la Directrice Générale du Pôle patrimoine et cadre de vie, la Commissaire Centrale de police et le service de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le 18 septembre 2023,
Pour le Maire et par délégation
Le Maire adjoint,
Pierre-François LEJEUNE



